



**Mesdames et Messieurs les Ministres, les Ministres Délégués
et les responsables des Etablissements et Entreprises Publics**

**Objet : Mise en œuvre de l'Offre Maroc pour le développement de la (des) filière(s) de
l'hydrogène vert**

La Vision éclairée de Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste permet au Maroc d'occuper aujourd'hui une place de choix, aux échelles continentale et mondiale, **en termes de développement d'énergies renouvelables et d'avoir pour ambition d'aller au-delà.**

Face aux défis environnementaux, économiques et politiques actuels, accentués par des épisodes de crises récurrents, le Nouveau Modèle de Développement préconise un **changement de paradigme énergétique** au niveau national.

Fort de son positionnement précurseur dans les énergies renouvelables, de ses ressources naturelles, de sa position géographique stratégique, de ses infrastructures de classe mondiale et de son capital humain qualifié, le Royaume est appelé à jouer un **rôle primordial dans la transition énergétique mondiale** et dans la reconfiguration des flux qui en résultera.

Dans cette transition, il est prévu que **l'hydrogène vert** constitue un vecteur énergétique crucial et **l'un des principaux catalyseurs de la transition énergétique** et d'une **croissance durable**.

Face aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et technologiques qu'elle sous-tend, cette filière émergente pourra constituer un **tournant pour l'économie marocaine**.

Le **vif intérêt** exprimé d'ores et déjà par près d'une centaine d'investisseurs, nationaux et internationaux, afin de produire de l'hydrogène vert au Maroc, confirme ce potentiel pour le Royaume.

Ainsi, conformément aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste, lors de la réunion de travail du 22 novembre 2022, le Gouvernement a élaboré une « **Offre Maroc** » opérationnelle et incitative, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière de l'hydrogène vert et adaptée aux besoins des investisseurs et ce, afin de positionner le Royaume en tant qu'**acteur compétitif** sur cette filière naissante à fort potentiel et de maximiser les **retombées positives** pour le Maroc.

L'Offre Maroc consiste en la mise en œuvre d'une **démarche holistique, transparente et pragmatique** donnant toute la visibilité nécessaire aux investisseurs. Elle comprend 6 parties :

- Le champ d'application de l'Offre Maroc ;
- Le foncier mobilisé pour la mise en œuvre de l'Offre Maroc ;
- Les infrastructures nécessaires au développement de la filière de l'hydrogène vert;
- Les mesures incitatives de l'Offre Maroc ;
- Le processus de sélection des investisseurs et de contractualisation avec l'Etat ;
- La gouvernance de la filière de l'hydrogène vert.

Partie I : Champ d'application de l'Offre Maroc

L'Offre Maroc s'adresse aux investisseurs ou consortiums désirant produire, dans le Royaume, à échelle industrielle, de l'hydrogène vert et ses dérivés et adressant le marché domestique, l'export ou les deux à la fois.

Elle s'applique aux projets intégrés de l'amont depuis la génération d'électricité à partir d'énergies renouvelables et l'électrolyse, jusqu'à l'aval avec la transformation de l'hydrogène vert en ammoniac, méthanol, carburants synthétiques, etc., ainsi que la logistique y afférente.

Les investisseurs ne se positionnant que sur un ou certains maillons de l'amont de la chaîne de valeur de la filière de l'hydrogène vert et éventuellement sur l'aval de cette chaîne, ou seulement sur l'aval de cette chaîne, restent éligibles aux programmes nationaux mis en place par l'Etat pour développer l'économie et attirer l'investissement au Maroc, notamment la nouvelle charte de l'investissement, sous réserve du respect des conditions légales et réglementaires mises en place à cet effet. Ces investisseurs pourront s'adresser directement aux Centres Régionaux d'Investissement de la Région concernée par leur projet ou à l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations s'ils n'ont pas identifié la Région dans laquelle ils comptent investir.



Partie II : Foncier mobilisé pour la mise en œuvre de l'Offre Maroc

Le foncier constitue un enjeu clé pour le développement de la filière de l'hydrogène vert.

Dans ce sens, l'Etat a identifié un foncier public significatif, de l'ordre d'un million d'hectares, dédié, accessible et à fort potentiel en matière de production d'hydrogène vert, étant précisé que ce foncier est d'ores et déjà couvert par les arrêtés de l'autorité gouvernementale chargée de l'Energie en vigueur et définissant les zones d'accueil des sites de développement de projets de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergies solaire et éolienne.

Une première phase (Phase I) verra la mise à disposition de 300.000 hectares à répartir en lots de 10.000 à 30.000 hectares.

En effet, l'hydrogène vert étant une filière encore émergente, l'Etat a décidé d'adopter une démarche par phases afin de garder la flexibilité requise pour pouvoir s'adapter aux évolutions du secteur, notamment technologiques, législatives, réglementaires et de marché.

Toutefois, pour les investisseurs retenus ayant exprimé un intérêt pour une superficie plus importante, justifiée par la taille de leur projet, une assiette minimale d'environ 30.000 hectares leur sera mise à disposition dans une première phase, tout en leur accordant de la visibilité sur l'assiette globale susceptible de leur être attribuée ultérieurement, avec une libération progressive et sous conditions, conformément aux termes de l'Offre Maroc.

Le processus d'**allocation** de ce foncier est décrit dans la partie V : processus de sélection des investisseurs.

Les autorités gouvernementales chargées de l'Intérieur ainsi que de l'Economie et des Finances sont chargées de la mobilisation du foncier destiné à l'Offre Maroc.



Partie III : Infrastructures nécessaires au développement de la filière de l'hydrogène vert

Les projets intégrés d'hydrogène vert, du fait de leur nature et de leur échelle, nécessitent une infrastructure supplémentaire. Ainsi, l'Offre Maroc s'articule également autour d'une infrastructure compétitive à planifier, mutualiser, développer et maintenir, conformément aux meilleurs standards internationaux et en fonction des besoins et de l'évolution de l'industrie de l'hydrogène vert, le cas échéant dans le cadre de partenariats publics-privés avec les investisseurs, nationaux ou étrangers (cf. Annexe 1).

Ainsi, l'autorité gouvernementale chargée de l'Équipement et l'Agence Nationale des Ports, en coordination avec l'autorité gouvernementale chargée du Budget, sont chargées de mener les études relatives aux infrastructures portuaires nécessaires aux besoins de la filière de l'hydrogène vert, avec évaluation des coûts et schémas de financement.

De plus, l'autorité gouvernementale chargée de l'Énergie ainsi que l'Office National des Hydrocarbures et des Mines, en coordination avec l'autorité gouvernementale chargée du Budget, ont la responsabilité de mener les études relatives à un réseau national d'hydrogénoducs et de gazoducs transformés ayant vocation à être connecté au réseau d'hydrogène vert européen, avec évaluation des coûts et schémas de financement.


Aussi, l'autorité gouvernementale chargée de l'Eau, ainsi que l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable (ONEE), en coordination avec l'autorité gouvernementale chargée du Budget, ont la responsabilité de cartographier les schémas de complémentarité entre les besoins en eau dessalée des projets d'hydrogène vert dans le cadre de l'Offre Maroc et les stations de dessalement existantes et futures, avec évaluation des coûts et schémas de financement.

De plus, les autorités gouvernementales chargées de l'Équipement, de l'Eau et de l'Énergie ainsi que l'Office National des Hydrocarbures et des Mines, en coordination avec l'autorité gouvernementale chargée du Budget, ont la responsabilité de mener les études relatives aux cavités salines identifiées pour le stockage de l'hydrogène vert, avec évaluation des coûts et schémas de financement.

Par ailleurs, l'ONEE est chargé d'accélérer la réalisation de son plan d'équipement, et ouvrir au secteur privé l'opportunité d'investir dans le réseau électrique national, pour renforcer davantage les liaisons de transport d'énergie électrique produite à partir de sources d'énergies renouvelables entre les Provinces du Sud du Royaume et le reste du pays.

Enfin, l'autorité gouvernementale chargée de l'Industrie et du Commerce est responsable, d'évaluer le potentiel d'intégration industrielle locale au Maroc autour de la filière de l'hydrogène vert (identification des segments intégrables au Maroc, des prospects, évaluation des besoins en ressources humaines, en énergie, etc.) et, en conséquence, de l'identification des zones industrielles nécessaires (dimensionnement, localisation, services nécessaires, modèle de gestion, bassins d'emploi, etc.).

Pour améliorer la compétitivité de la filière, l'Etat encourage la massification et la mutualisation des infrastructures (hydrogénoducs, ports, stations de dessalement, etc.). l'Agence marocaine pour l'énergie durable, *Moroccan Agency for Sustainable Energy*, MASEN, (dont le rôle de point focal est détaillé en partie VI-I) consolide les besoins des investisseurs, assiste les autorités gouvernementales dans la traduction des besoins en études à mener (dimensionnement cohérent des infrastructures, planification et délais de mise à disposition, montage institutionnel et structuration juridique et financière, etc.) et contribue à une planification intégrée des études.



Partie IV : Mesures incitatives de l'Offre Maroc

IV-1 Incitations à l'investissement

Le Royaume du Maroc a d'ores et déjà adopté un cadre incitatif clair pour l'investissement à travers la nouvelle charte de l'investissement, et plus précisément à travers ses dispositifs de soutien à l'investissement.

Cette nouvelle charte de l'investissement est un atout considérable dans le succès de la mise en œuvre de l'Offre Maroc.

Ainsi, les projets intégrés d'hydrogène vert qui s'inscrivent dans le cadre de l'Offre Maroc pourront prétendre, conformément aux conditions définies par la législation et la réglementation en vigueur, aux incitations prévues par la nouvelle charte de l'investissement.

Par ailleurs, les projets d'investissement réalisés dans une logique d'intégration industrielle locale de la filière hydrogène vert au Maroc, qu'il s'agisse d'intégration horizontale (équipements nécessaires à la chaîne de valeur hydrogène) ou verticale (industries consommatrices d'hydrogène et/ou de ses dérivés au Maroc), pourront également prétendre, conformément aux conditions définies par la législation et la réglementation en vigueur, aux incitations prévues par la nouvelle charte de l'investissement.

IV-2 Incitations fiscales et douanières

Les investisseurs pourront également bénéficier, dans le cadre de l'Offre Maroc et dans les conditions définies par la législation en vigueur, d'incitations fiscales et douanières, notamment en termes :

- D'exonération du droit d'importation ;
- D'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, pour les biens acquis à l'intérieur, pour les biens acquis à l'importation.

Par ailleurs, une ou plusieurs zones d'accélération industrielle pourront être développées pour l'écosystème industriel autour de l'hydrogène vert. Ainsi, les projets d'investissement réalisés dans une logique d'intégration industrielle locale de la filière hydrogène vert au Maroc, qu'il s'agisse d'intégration horizontale (équipements nécessaires à la chaîne de valeur hydrogène) ou verticale (industries consommatrices d'hydrogène et/ou de ses dérivés au Maroc), pourront également bénéficier des avantages fiscaux et douaniers relatifs à ce statut.



Partie V : Processus de sélection des investisseurs et de contractualisation avec l'Etat
(Cf. schéma en Annexe 2)

Les investisseurs ou consortiums désirant développer des projets intégrés d'hydrogène vert sur le territoire du Royaume, dans le cadre de l'Offre Maroc, sont invités à communiquer leurs offres à MASEN, en sa qualité de point focal de l'Offre Maroc (cf. Partie VI sur la gouvernance de la filière de l'hydrogène vert) en y intégrant des données relatives aux critères d'appréciation définis ci-dessous.

Pour les investisseurs déjà engagés, avec des projets préalablement soumis aux autorités gouvernementales compétentes, voire ayant obtenu pour certains, des autorisations pour réaliser des études in situ, MASEN prendra attache avec eux, en concertation avec l'autorité gouvernementale chargée de l'Investissement, afin de les intégrer et les accompagner dans le processus décrit dans la présente circulaire.

Il est entendu, qu'en aucun cas, MASEN ne pourra être parallèlement développeur en propre de projets d'hydrogène vert à échelle industrielle.

L'**appréciation** des offres se basera sur un ensemble de critères relatifs, **notamment et sans s'y limiter**, à la robustesse financière des investisseurs (y compris consortiums), à leurs expériences dans les différents segments de la chaîne de valeur des filières de l'hydrogène vert et de l'énergie, ainsi qu'à la vision de leurs projets au Maroc et des externalités positives pour le Royaume, notamment en termes d'intégration industrielle horizontale et verticale. Des **entretiens** pourront être sollicités afin d'approfondir certains points.

L'Etat entamera alors les **négociations initiales** avec les investisseurs retenus, portant notamment sur l'allocation préliminaire de foncier. Il est à noter que la décision d'affectation des parcelles aux investisseurs relèvera du wali de la Région concernée ou du gouverneur concerné.

Si les deux parties s'accordent sur tous les termes, les **négociations initiales** aboutiront à la conclusion d'un **contrat préliminaire de réservation de foncier**.

Les contrats préliminaires de réservation de foncier seront conclus entre l'investisseur et l'Etat, représenté par l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur, l'autorité gouvernementale chargée des finances, l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie et l'autorité gouvernementale chargée de l'investissement.

L'Etat fera ses meilleurs efforts pour que la signature des premiers **contrats préliminaires de réservation de foncier** intervienne au plus tard dès le troisième trimestre 2024.

Le **contrat préliminaire de réservation de foncier** précisera les engagements de chaque partie, notamment et sans s'y limiter :

- Pour l'Etat, la réservation exclusive d'un foncier, sur décision du wali de la Région concernée ou du gouverneur concerné, dont les coordonnées seront précisées pour l'investisseur, et cela pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois, extensible par accord des deux parties ;
- Pour l'investisseur, un programme d'études (coûts, calendrier, contenu, résultats escomptés, etc.) qualifiable de « **Preliminary Front End Engineering and Design** » (**Pre-FEED**) ainsi que des modalités d'occupation du foncier telles que la durée de l'occupation ou le loyer. L'investisseur veillera également à indiquer ses attentes ainsi que les retombées et externalités positives envisagées de son projet d'investissement pour le Royaume (notamment en termes d'intégration industrielle).

Des clauses de rendez-vous avec l'Etat pour évaluer régulièrement l'avancement du programme d'études et ses résultats seront prévues dans les contrats préliminaires de réservation du foncier.



Ainsi, le **contrat préliminaire de réservation de foncier** devra apporter de la visibilité aux investisseurs afin de leur permettre de mener toutes les études nécessaires (techniques, environnementales, financières, etc.) jusqu'à la **finalisation de la Pre-FEED**, tout en sécurisant les intérêts de l'Etat.

Au terme de ces **contrats préliminaires de réservation de foncier** et dans le cas où les parties ont respecté leurs engagements, l'investisseur et l'Etat entreront en **négociations finales** pour la conclusion d'une **convention d'études avancées**.

L'Etat évaluera alors les projets des investisseurs présélectionnés, notamment et sans s'y limiter, sur une base technique, financière, environnementale et en fonction des 3 externalités qu'il poursuit à travers le développement de la filière hydrogène vert au Maroc, à savoir :

- L'intégration industrielle locale horizontale (équipements nécessaires à la chaîne de valeur hydrogène) ou verticale (industries consommatrices d'hydrogène et/ou de ses dérivés au Maroc), afin de créer de l'emploi autour de la chaîne de valeur de l'hydrogène vert ;
- Le développement local des territoires destinés à abriter des projets d'hydrogène vert ;
- Les retours financiers pour l'Etat (redevance, loyer, profit sharing, capital sharing, etc.).

Cette **convention d'études avancées** précisera les engagements de chaque partie pour la phase d'études avancées, notamment et sans s'y limiter :

- Pour l'Etat :
 - L'attribution exclusive du foncier, sur décision du wali de la Région concernée ou du gouverneur concerné, dont les coordonnées seront précisées pour l'investisseur, et cela pour toute la durée de réalisation des études poussées « **Front End Engineering and Design** » jusqu'à la « **Final Investment Decision** » ;
 - Les conditions à remplir par l'investisseur en vue de l'attribution définitive du foncier dans le cas d'une « **Final Investment Decision** » (FID) positive, pour toute la durée de développement, de construction et d'exploitation du projet.
- Pour l'investisseur :
 - Un programme d'études avancées « **Front End Engineering and Design** » (coûts, calendrier, contenu, résultats escomptés, emplois, intégration industrielle, retours financiers pour l'Etat, closing financier, etc.), d'une durée maximale de **18 mois extensible par accord des deux parties**, qui aboutira à une « **Final Investment Decision** » ;
 - Les modalités d'occupation du foncier telles que la durée de l'occupation ou le loyer ;
 - Les externalités positives, créatrices d'emploi et de valeur ajoutée pour le Royaume induites par son projet d'investissement.

Ces **conventions d'études avancées** prévoiront également tous les **termes et conditions à remplir par l'investisseur et convenues entre celui-ci et l'Etat en vue de pouvoir conclure une convention-cadre d'investissement**.

Des clauses de rendez-vous avec l'Etat pour évaluer régulièrement l'avancement du programme d'études avancées seront prévues dans lesdites **conventions d'études avancées**.

Les conventions d'études avancées seront conclues entre l'investisseur et l'Etat, représenté par l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur, l'autorité gouvernementale chargée des finances, l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie et l'autorité gouvernementale chargée de l'investissement.



Au terme de ces **conventions d'études avancées** :

- Dans le cas où la FID est positive et que l'investisseur respecte toutes les conditions à remplir définies dans lesdites **conventions d'études avancées**, l'investisseur et l'Etat concluront automatiquement une convention-cadre d'investissement selon les termes convenus dans la **convention d'études avancées**.
- Dans le cas où la FID est positive mais que l'investisseur ne respecte pas toutes les conditions à remplir définies dans lesdites **conventions d'études avancées**, l'investisseur et l'Etat entreront en négociation en vue de conclure éventuellement une convention-cadre d'investissement.

Cette **convention-cadre d'investissement** précisera les engagements de chaque partie pour la phase de développement du projet d'investissement dans la filière de l'hydrogène vert, notamment et sans s'y limiter :

- Pour l'Etat, l'attribution exclusive du foncier, dont les coordonnées seront précisées pour l'investisseur, et cela pour toute la durée de réalisation et d'exploitation du projet d'investissement ;
- Pour l'investisseur, un programme d'investissement (coûts, calendrier, emplois, intégration industrielle, retours financiers pour l'Etat, etc.) ainsi que des modalités de mise à disposition du foncier.

Des clauses de rendez-vous avec l'Etat pour évaluer régulièrement l'avancement du programme d'investissement seront prévues dans lesdites **conventions-cadre d'investissement**.

Les conventions-cadre d'investissement seront conclues entre l'investisseur et l'Etat, représenté par l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur, l'autorité gouvernementale chargée des finances, l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie et l'autorité gouvernementale chargée de l'investissement.

Il est à préciser que la relation Etat-investisseur se fera dans un cadre transparent, avec un respect strict des règles de confidentialité.

10

Partie VI : Gouvernance de la filière de l'hydrogène vert

VI-1 MASEN : point focal auprès des investisseurs potentiels

Le succès de l'Offre Maroc est intrinsèquement lié à la mise en place d'un parcours simplifié pour les investisseurs, afin de leur assurer une démarche claire ainsi que de la visibilité dans la mise en œuvre de leurs projets.

A ce titre, il est attribué à MASEN le rôle de point focal et d'interlocuteur préalable et privilégié des investisseurs.

A cet effet, MASEN est invitée à créer en son sein, en coordination avec ses organismes de gouvernance, un pôle spécialisé constitué d'une équipe transverse multidisciplinaire (structuration financière, juridique, ingénierie, construction, développement, coopération, ...) dédié à l'accompagnement des porteurs de projets en matière d'hydrogène vert.

Dès lors, MASEN sera notamment en charge des missions suivantes :

- Communiquer autour de l'Offre Maroc auprès des investisseurs ;
- Recevoir, informer et orienter les entreprises désirant investir dans l'hydrogène vert ;
- Mettre en contact les investisseurs avec les départements ministériels et les établissements et entreprises publics concernés ;
- Assurer la coordination avec les walis ou gouverneurs concernés pour l'attribution des parcelles de foncier ;
- Proposer des scénarios, dûment argumentés, d'attribution des parcelles au Comité d'investissement hydrogène vert (défini dans la partie VI-2). Les recommandations de ce comité d'investissement seront alors soumises pour validation au Comité de Pilotage.
- Assister les investisseurs dans l'accomplissement des procédures et démarches administratives requises pour la réalisation de leurs projets, en concertation avec les départements ministériels et les établissements et entreprises publics concernés, notamment les centres régionaux d'investissement en vertu des attributions qui leur sont confiées au titre des dispositions de la loi n°47-18 *portant réforme des centres régionaux d'investissement et création des commissions régionales unifiées d'investissement* ;
- Pour les infrastructures structurantes (hydrogénoducs, ports, stations de dessalement, etc.), consolider les besoins des investisseurs, assister les autorités gouvernementales dans la traduction des besoins en études à mener et contribuer à une planification intégrée des études ;
- Accompagner les investisseurs, avec l'autorité gouvernementale chargée de l'Energie et l'ONEE, pour s'assurer de l'adéquation de leurs projets avec les capacités d'accueil du réseau électrique et le développement le cas échéant du réseau ;
- Transmettre les dossiers des investisseurs au Comité d'investissement hydrogène vert institués par la partie VI de la présente circulaire ;
- Proposer au Comité d'investissement hydrogène vert une présélection argumentée de dossiers d'investissement. Cette présélection devrait se faire sur la base des dossiers remontés et également des différentes clarifications/discussions initiales menées par MASEN avec les investisseurs ;
- Effectuer une veille concurrentielle et technologique pour soutenir la compétitivité technique des projets ;

- Être force de proposition sur les questions réglementaires, grâce à son contact étroit avec les investisseurs, les marchés et institutionnels à l'international et à la veille réglementaire à réaliser.

Afin de permettre un déploiement efficace de l'Offre Maroc, des représentants décisionnaires des autorités gouvernementales en interface directe avec MASEN seront désignés.

VI-2 Coordination et suivi de l'Offre Maroc par le Comité de pilotage chargé de l'hydrogène vert

Nonobstant toute disposition spécifique de la présente circulaire, le suivi, par l'État, de la mise en œuvre de l'Offre Maroc est assuré par un Comité de pilotage chargé de l'hydrogène vert. Ce comité est assisté par un Comité d'investissement hydrogène vert.

Le Comité de pilotage chargé de l'hydrogène vert est responsable du pilotage et du suivi de la mise en œuvre des mesures prévues par la présente circulaire.

Le Comité de pilotage est présidé par le Chef de Gouvernement et comprend les membres suivants :

- L'autorité gouvernementale chargée de l'Intérieur ;
- L'autorité gouvernementale chargée des Finances ;
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Équipement ;
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Eau ;
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Industrie ;
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Énergie ;
- L'autorité gouvernementale chargée de l'Investissement ;
- L'autorité gouvernementale chargée du Budget ;
- Le représentant de MASEN.

Le Comité de pilotage a pour missions :

- De présélectionner les investisseurs qui bénéficieront du dispositif mis en œuvre dans le cadre de l'Offre Maroc ;
- D'approuver les contrats préliminaires de réservation de foncier et les conventions d'études avancées préalablement à leurs conclusions ;
- D'assurer la coordination globale entre les différentes parties prenantes à la mise en œuvre de l'Offre Maroc ;
- De fixer les priorités et de transmettre ses directives en vue d'un lancement rapide, efficace et transparent de l'Offre Maroc ;
- De statuer sur les décisions stratégiques relatives au déploiement de l'Offre Maroc ;
- D'arbitrer les éventuels points de blocage relatifs à la mise en œuvre de l'Offre Maroc ;
- De statuer sur les propositions de révision de l'Offre Maroc, compte-tenu notamment de l'évolution rapide du marché de l'hydrogène vert et de la nécessité d'adapter cette Offre Maroc aux avancées et évolutions internationales afin qu'elle demeure attractive et compétitive ;
- De communiquer autour de l'avancement des différents chantiers ;
- De manière générale, le Comité de pilotage examinera toutes les dispositions s'inscrivant dans le cadre de la politique gouvernementale visant à promouvoir et développer la filière de l'hydrogène vert au Maroc.

Conformément aux articles 17 et 34 de la loi-cadre n° 03-22 *formant charte de l'investissement*, la Commission nationale des investissements octroie le caractère stratégique et approuve les **conventions-cadres d'investissement**. Tous les membres du comité de pilotage sont membres de la Commission nationale des investissements, à l'exception de MASEN. Conformément aux modalités prévues par le décret n°2-23-1 précité, la Commission nationale des investissements s'adjoindra MASEN à chaque fois qu'elle abordera un projet d'hydrogène vert dans le cadre de l'Offre Maroc.

Le Comité de pilotage devra se réunir sur convocation de son Président, a minima deux fois par an, et à chaque fois qu'un événement exceptionnel justifiera sa consultation.

Le secrétariat du Comité de pilotage est confié à l'autorité gouvernementale chargée de l'Energie.

Le Comité de pilotage pourra s'adjoindre des représentants de tout département ministériel et organismes publics ou privés dont le concours est jugé nécessaire à ses travaux.

VI-3 Comité d'investissement hydrogène vert

Le Comité d'investissement hydrogène vert, présidé par l'autorité gouvernementale chargée de l'Investissement, est composé des membres suivants :

- Un représentant du Chef du Gouvernement ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Intérieur ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée des Finances ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Equipeement
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Eau ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Industrie ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Energie ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée du Budget ;
- Un représentant de MASEN.

Le Comité d'investissement hydrogène vert s'adjoit, selon les points inscrits à l'ordre du jour de ses réunions, des représentants :

- De l'autorité locale concernée ;
- Du Centre Régional d'investissement concerné ;
- De tout organisme, institution, entreprise ainsi que toute personnalité dont le concours est jugé nécessaire à ses travaux.

Le secrétariat du Comité d'investissement hydrogène vert est assuré par MASEN.

Le Comité d'investissement hydrogène vert a pour missions :

- De formuler toute recommandation en relation avec l'Offre Maroc à l'attention du Comité de pilotage ;
- De proposer au Comité de Pilotage une présélection d'investisseurs qui pourraient bénéficier du dispositif mis en œuvre dans le cadre de l'Offre Maroc ;
- De suivre l'avancement des différents chantiers relatifs au déploiement de l'Offre Maroc ;
- D'assurer la coordination opérationnelle avec les différentes administrations et parties prenantes en vue d'un déploiement efficace, rapide et transparent de l'Offre Maroc ;



- D'assurer le suivi des différents sous-chantiers relatifs au déploiement de l'Offre Maroc ;
- De piloter les discussions avec les investisseurs ;
- De proposer toute recommandation et mesure susceptibles de permettre un réajustement de l'Offre Maroc.

Ce Comité peut assurer toute mission qui lui est confiée par le Comité de pilotage. Il se réunit sur convocation de son président, au moins une fois par trimestre et chaque fois que nécessaire.

Le Comité d'investissement hydrogène vert peut créer en son sein des sous-comités chargés d'approfondir certaines thématiques en lien avec l'Offre Maroc.

Lorsqu'il s'agira de préparer et de signer la convention-cadre d'investissement entre l'Etat et l'Investisseur, c'est la gouvernance relative à la charte de l'investissement (loi cadre n°03-22) qui prendra le relais de la gouvernance relative à l'Offre Maroc.

Il est entendu que les recommandations du Comité d'investissement hydrogène vert engagent également les membres présents au sein des comités techniques prévus dans le cadre de la charte de l'investissement.

Compte-tenu de ce qui précède, je vous prie de veiller à la diffusion de la présente circulaire auprès de vos services centraux et déconcentrés et à les appeler à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application optimale de son contenu, tout en veillant à la coordination des interventions des organismes concernés.

Aussi, j'invite Monsieur le Ministre de l'Intérieur à diffuser la présente circulaire auprès des Messieurs les walis ou gouverneurs concernés.

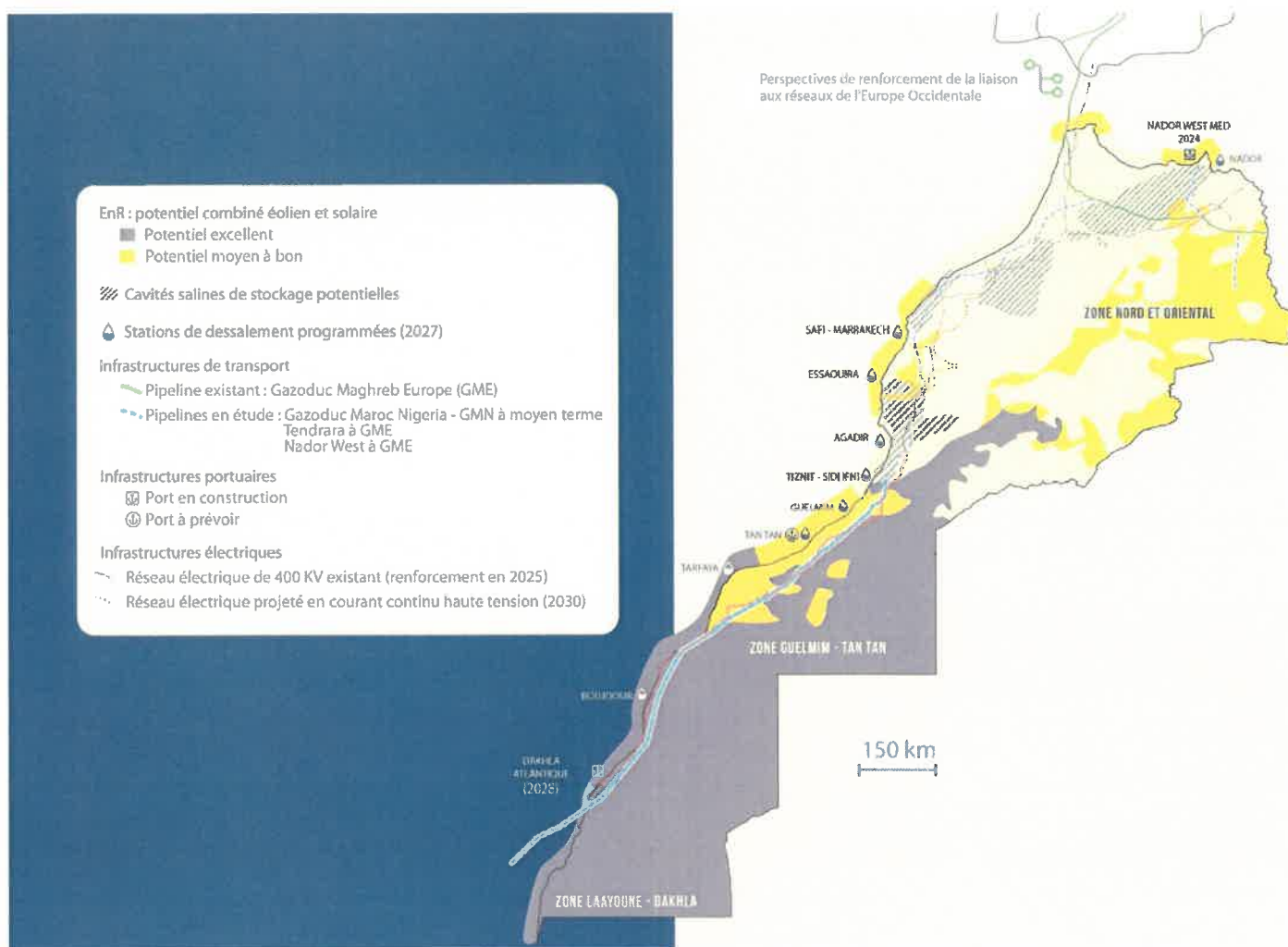
Je vous invite également à diffuser le contenu de la présente circulaire à une plus large échelle afin de toucher les entreprises et les investisseurs nationaux et étrangers.

Cette circulaire entre en vigueur à compter du **1^{er} Mars 2024**

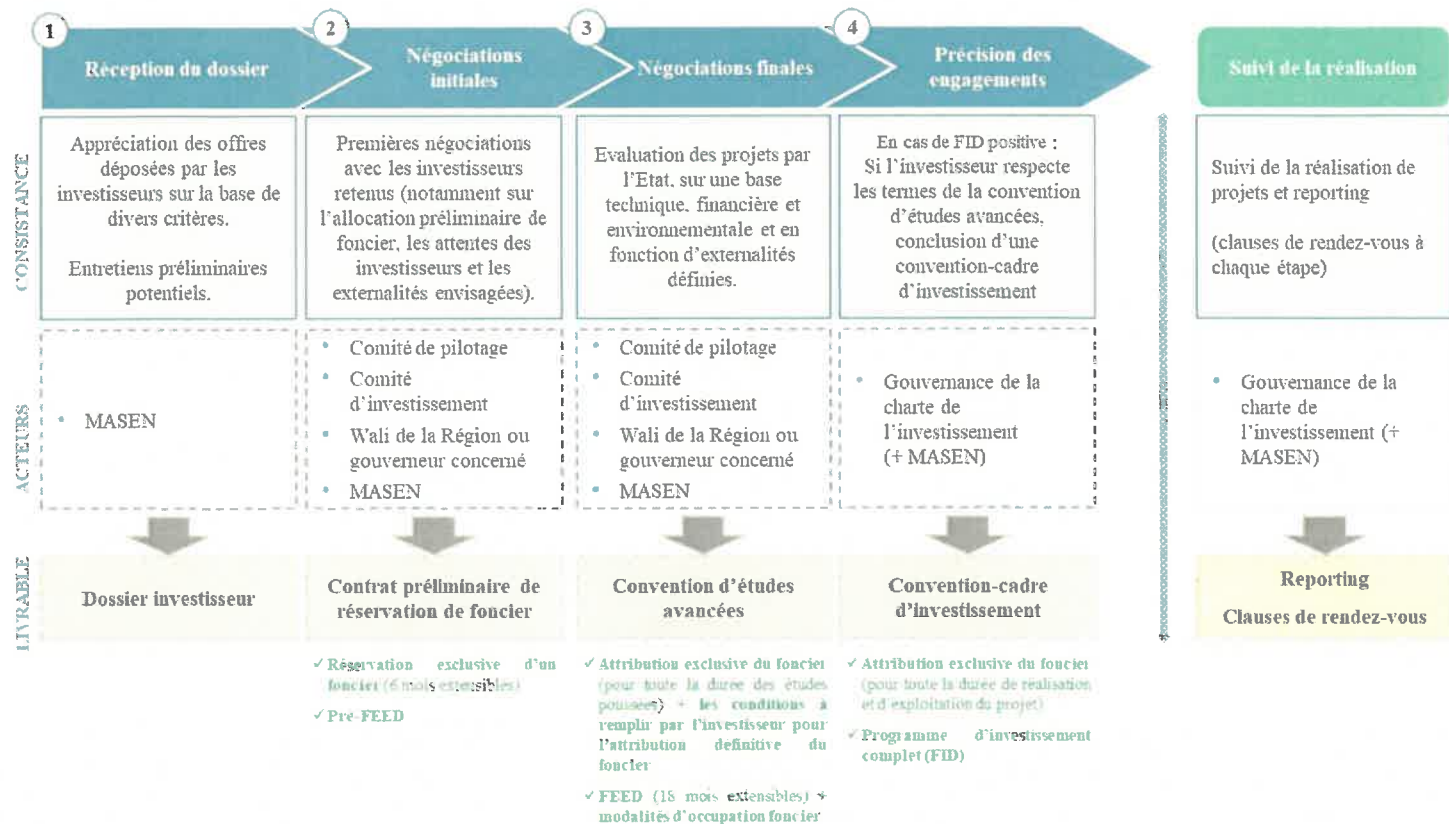
Le Chef du Gouvernement
Ahmed El Ghannouchi

Aziz Akhannouch

Annexe 1 : Carte du potentiel en énergies renouvelables (combiné solaire et éolien) et infrastructures prévues (non exhaustives)



Annexe 2 : Schéma du processus de sélection des investisseurs et de contractualisation avec l'Etat





السيدات والسادة الوزراء والوزراء المنتدبون ومسؤولي المؤسسات والمقاولات العمومية

الموضوع: تفعيل "عرض المغرب" من أجل تطوير قطاع الهيدروجين الأخضر.

سلام تام بوجود مولانا الإمام؛

وبعد، تمكن المغرب بفضل الرؤية المتبصرة لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله، من تبوأ مكانة بارزة في مجال تطوير الطاقات المتجددة على المستوى القاري والعالمي، فتحت باب الطموح للمضي قدما في هذا المسار.

ومن أجل مواجهة التحديات البيئية والاقتصادية والسياسية الحالية، والتي تفاقمت بسبب سلسلة من الأزمات المتتالية، دعا النموذج التنموي الجديد إلى تغيير النموذج الطاقى على الصعيد الوطني. وبفضل المكانة الرائدة للمملكة في مجال الطاقات المتجددة، ومواردها الطبيعية الغنية والمتنوعة، وموقعها الجغرافي الاستراتيجي، وبنيتها التحتية ذات المستوى العالمي، ورأسمالها البشري المؤهل، فإنها مدعوة إلى الاضطلاع بدور رئيسي في مجال الانتقال الطاقى على الصعيد العالمي، وفي إعادة تشكيل التدفقات الناتجة عنه.

وفي خضم هذا التحول، يتوقع أن يشكل الهيدروجين الأخضر موحدا أساسيا للطاقة وأحد المحفزات الرئيسية للانتقال الطاقى والنمو المستدام، كما سيشكل هذا القطاع الناشئ نقطة تحول بالنسبة للاقتصاد المغربي في ظل التحديات الاقتصادية والاجتماعية والبيئية والتكنولوجية التي تحيط به.

هذا، ويؤكد الاهتمام الكبير والفعلية الذي أعرب عنه ما يناهز مائة مستثمر، وطني ودولي، لإنتاج الهيدروجين الأخضر في المغرب، المؤهلات الكبيرة التي تزخر بها بلادنا في هذا المجال.

وفي هذا الإطار، وتنفيذا للتعليمات السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله، خلال جلسة العمل التي ترأسها جلالته بتاريخ 22 نونبر 2022، قامت الحكومة بإعداد "عرض المغرب"، وهو عرض عملي وتحفيزي يشمل مجموع سلسلة القيمة لقطاع الهيدروجين الأخضر، ويتمشى مع احتياجات المستثمرين، من شأنه أن يجعل المملكة فاعلا تنافسيا في هذا القطاع الناشئ ذي الآفاق الواعدة والاستفادة من الآثار المتوخاة منه.

ويقوم عرض المغرب على تنفيذ مقاربة شاملة وشفافة وعملية كفيلة بمنح المستثمرين رؤية واضحة، حيث يتألف من 6 أجزاء، وهي:

- مجال تطبيق عرض المغرب،
- تعبئة العقار لتنفيذ عرض المغرب،
- البنيات التحتية الضرورية لتطوير قطاع الهيدروجين الأخضر،
- الإجراءات والتدابير التحفيزية الواردة في عرض المغرب،
- عملية انتقاء المستثمرين وإبرام عقود مع الدولة،
- حكامه قطاع الهيدروجين الأخضر.

الجزء الأول: مجال تطبيق عرض المغرب

يستهدف عرض المغرب المستثمرين أو تجمعات المستثمرين الراغبين في إنتاج الهيدروجين الأخضر ومشتقاته على نطاق صناعي بالمملكة، سواء كان موجها للسوق الداخلية أو للتصدير أو لكليهما معا.

وينطبق هذا العرض على المشاريع المندمجة بدءا من توليد الكهرباء من الطاقات المتجددة والتحليل الكهربائي، إلى تحويل الهيدروجين الأخضر إلى الأمونياك والميثانول والوقود الاصطناعي إلى غير ذلك، فضلا عن الخدمات اللوجستية ذات الصلة.

وبإمكان المستثمرين المتخصصين في حلقة واحدة فقط أو في حلقات معينة من سلسلة قيمة الهيدروجين الأخضر، الترشح للاستفادة من البرامج الوطنية التي وضعتها الدولة لتطوير الاقتصاد وجذب الاستثمارات بالمغرب، ولاسيما ميثاق الاستثمار الجديد، شريطة الالتزام بالشروط القانونية والتنظيمية المحددة لهذه الغاية. إذ يمكن لهؤلاء المستثمرين الاتصال مباشرة بالمركز الجهوي للاستثمار الموجود في الجهة المعنية بمشروعهم أو بالوكالة المغربية لتنمية الاستثمارات والصادرات إذا لم يحددوا بعد الجهة التي يعتزمون الاستثمار فيها.



الجزء الثاني: تعبئة العقار لتنفيذ عرض المغرب

بالنظر لما يشكله الوعاء العقاري من رهان أساسي في تنمية قطاع الهيدروجين الأخضر، قامت الدولة بتحديد عقارات عمومية مهمة، تناهز مساحتها مليون هكتارا، وهي أوعية عقارية سهلة الولوج ذات مؤهلات عالية في مجال إنتاج الهيدروجين الأخضر. وللإشارة فإن هذه الأراضي مشمولة بالقرارات السارية المفعول للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة، والتي تحدد مناطق استقبال مواقع تطوير مشاريع إنتاج الطاقة الكهربائية باستخدام مصادر الطاقة الشمسية والطاقة الريحية. كما سيتم خلال المرحلة الأولى توفير 300 ألف هكتار موزعة على قطع أرضية تتراوح مساحتها بين 10.000 و 30.000 هكتار.

وبالنظر لكون الهيدروجين الأخضر قطاعاً ناشئاً، قررت الدولة اعتماد نهج تدريجي في تعبئة الوعاء العقاري اللازم، وذلك بغية الحفاظ على المرونة اللازمة للتأقلم مع التطورات التي سيشهدها هذا القطاع، ولاسيما التطورات التكنولوجية، والتشريعية، والتنظيمية وتطورات السوق.

وفيما يخص المستثمرين الذين وقع الاختيار عليهم، وأبدوا اهتمامهم للحصول على مساحة أكبر بالنظر لحجم مشاريعهم، فسيخصص لهم وعاء عقاري لا يقل عن 30.000 هكتار في مرحلة أولى، مع بيان الوعاء العقاري الإجمالي الذي قد يخصص لهم فيما بعد، والذي سيُمنح لهم تدريجياً وبشروط، طبقاً لمقتضيات عرض المغرب وضوابطه.

وسيتم عرض تفاصيل عملية تخصيص هذا الوعاء العقاري لاحقاً في الجزء الخامس من هذا المنشور المتعلق بعملية انتقاء المستثمرين وإبرام عقود مع الدولة.

وستتولى السلطات الحكومية المكلفة بالداخلية والاقتصاد والمالية مسؤولية تعبئة الأوعية العقارية المخصصة لعرض المغرب.



الجزء الثالث: البنيات التحتية الضرورية لتطوير قطاع الهيدروجين الأخضر

تتطلب المشاريع المندمجة للهيدروجين الأخضر، بحكم طبيعتها وحجمها، توفير بنية تحتية إضافية. وفي هذا الإطار، فإن عرض المغرب يركز أيضا على بنية تحتية تنافسية يتم تخطيطها وتعميمها وتطويرها وصيانتها، وفقا لأفضل المعايير الدولية ولاحتياجات وتطورات صناعة الهيدروجين الأخضر، وعند الاقتضاء، في إطار شراكات بين القطاعين العام والخاص، بمعية مستثمرين وطنيين أو أجانب (أنظر الملحق 1).

في هذا الإطار، تتولى كل من السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز والوكالة الوطنية للموانئ، بتنسيق مع السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية، القيام بالدراسات المتعلقة بالبنيات التحتية الميكانية التي يحتاجها قطاع الهيدروجين الأخضر، مع تقييم التكلفة وخطط التمويل.

بالإضافة إلى ذلك، تتولى كل من السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والمكتب الوطني للهيدروكربونات والمعادن، بتنسيق مع السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية، مسؤولية القيام بالدراسات المتعلقة بالشبكة الوطنية لخطوط أنابيب الهيدروجين والغاز التي يمكن ربطها بعد تحويلها بالشبكة الأوروبية للهيدروجين الأخضر، مع تقييم التكلفة وخطط التمويل المرتبطة بها.

كما تتولى كل من السلطة الحكومية المكلفة بالماء والمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، بتنسيق مع السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية، مسؤولية تحديد معالم الاندماج من خلال تقييم احتياجات مشاريع الهيدروجين الأخضر، في إطار عرض المغرب، من المياه المحلاة ومحطات تحلية المياه المتوفرة والمستقبلية، وكذا التكلفة وخطط التمويل.

علاوة على ذلك، تتولى كل من السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز والماء والطاقة والمكتب الوطني للهيدروكربونات والمعادن، بتنسيق مع السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية، مسؤولية القيام بالدراسات المتعلقة باستعمال تجايف الملح الخاصة بتخزين الهيدروجين الأخضر، مع تقييم التكلفة وخطط التمويل.

من ناحية أخرى، يتولى المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب مسؤولية تسريع وتيرة تنفيذ خطة التجهيز المرتبطة به، وخلق فرص استثمارية للقطاع الخاص في الشبكة الوطنية للكهرباء، من أجل تعزيز روابط نقل الطاقة الكهربائية المنتجة من مصادر الطاقة المتجددة بين الأقاليم الجنوبية للمملكة وباقي أنحاء البلاد.

وأخيرا، تتولى السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة مسؤولية تقييم مؤهلات الاندماج الصناعي المحلي في المغرب حول قطاع الهيدروجين الأخضر (تحديد حلقات سلسلة القيمة القابلة للاندماج في المغرب وتحديد الفاعلين المحتملين وتقييم الاحتياجات في مجال الموارد البشرية والطاقيّة وغيرها)، وبالتالي تحديد المناطق الصناعية اللازمة (الحجم، والموقع، والخدمات الضرورية، ونموذج التسيير والاحتياجات من اليد العاملة، إلخ).

ومن أجل تحسين القدرة التنافسية للقطاع، تقوم الدولة بتشجيع عملية تكثيف وتجميع البنيات التحتية (أنابيب الغاز والموانئ ومحطات تحلية المياه، إلخ). وتقوم الوكالة المغربية للطاقة المستدامة **(MASEN) Moroccan Agency for Sustainable Energy** (التي تم تحديد دورها كنقطة ارتكاز في الجزء السادس - الفقرة الأولى) بتجميع احتياجات المستثمرين ومساعدة السلطات الحكومية في ترجمة الاحتياجات إلى دراسات عملية (ضمان اتساق البنيات التحتية ومواعيد التخطيط وآجال التسليم والهيكلية المؤسسية والقانونية والمالية، إلى غير ذلك)، كما تساهم في إعداد تخطيط متكامل للدراسات.



الجزء الرابع: الإجراءات والتدابير التحفيزية الواردة في عرض المغرب

1.VI- التحفيزات الخاصة بالاستثمار

لقد اعتمدت المملكة المغربية إطارا واضحا لتحفيز الاستثمار من خلال الميثاق الجديد للاستثمار، خصوصا فيما يتعلق بأنظمة دعم الاستثمار. حيث يوفر الميثاق الجديد للاستثمار أرضية مهمة لضمان نجاح تنفيذ عرض المغرب.

وهكذا، يمكن لحاملي مشاريع الهيدروجين الأخضر المندمجة التي تدخل في إطار عرض المغرب طلب الاستفادة من التحفيزات المنصوص عليها في الميثاق الجديد للاستثمار، وذلك وفقا للشروط التي تحددها النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

ومن ناحية أخرى، يمكن لحاملي المشاريع الاستثمارية المنجزة بناء على منطق الاندماج الصناعي المحلي لقطاع الهيدروجين الأخضر في المغرب، سواء تعلق الأمر بالاندماج الأفقي (التجهيزات اللازمة لسلسلة قيمة الهيدروجين) أو بالاندماج العمودي (الصناعات المستهلكة للهيدروجين و/أو مشتقاته بالمغرب)، الاستفادة من التحفيزات المنصوص عليها في الميثاق الجديد للاستثمار، وذلك وفقا للشروط التي تحددها النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

2.VI- التحفيزات الضريبية والجمركية

يجوز للمستثمرين أيضا الاستفادة من تحفيزات ضريبية وجمركية في إطار عرض المغرب وفقا للشروط التي تحددها النصوص القانونية الجاري بها العمل، ولا سيما فيما يتعلق ب:

- الإعفاء من رسوم الاستيراد،
- الإعفاء من الضريبة على القيمة المضافة بالنسبة للسلع التي يتم اقتناؤها محليا والسلع المستوردة.

بالإضافة إلى ذلك، يمكن تطوير منطقة واحدة أو أكثر من مناطق التسريع الصناعي لفائدة النظام الصناعي المرتبط بالهيدروجين الأخضر. وبالتالي، فإن المشاريع الاستثمارية المنجزة بناء على منطق الاندماج الصناعي المحلي لقطاع الهيدروجين الأخضر في المغرب، سواء تعلق الأمر بالاندماج الأفقي (التجهيزات اللازمة لسلسلة قيمة الهيدروجين) أو بالاندماج العمودي (الصناعات المستهلكة للهيدروجين و/أو مشتقاته بالمغرب)، يمكنها الاستفادة من التحفيزات المنصوص عليها في الميثاق الجديد للاستثمار، وذلك وفقا للشروط التي تحددها النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

٧

الجزء الخامس: عملية انتقاء المستثمرين وإبرام عقود مع الدولة (أنظر الخطاطة الواردة في الملحق 2)

إن المستثمرين الراغبين في تطوير مشاريع مندمجة للهيدروجين الأخضر فوق تراب المملكة، في إطار عرض المغرب، مدعوون إلى تقديم عروضهم لدى الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN)، وذلك بصفتها نقطة ارتكاز لتنسيق عرض المغرب (أنظر الجزء السادس المتعلق بحكامه قطاع الهيدروجين الأخضر)، مع الإدلاء بالبيانات المتعلقة بمعايير التقييم المحددة أدناه.

بالنسبة للمستثمرين الذين سبق لهم أن تقدموا بمشاريع للسلطات الحكومية المعنية، أو حتى ممن حصلوا منهم على تراخيص لإجراء الدراسات الميدانية، ستقوم الوكالة، بتشاور مع السلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار، بالاتصال بهم من أجل إدماجهم ومواكبتهم في إطار الخطاطة المنصوص عليها في هذا المنشور.

هذا وتجدر الإشارة أنه لا يجوز للوكالة، بالموازاة مع دورها كنقطة ارتكاز، أن تتولى تطوير مشاريع الهيدروجين الأخضر على المستوى الصناعي.

وتستند عملية تقييم العروض على مجموعة من المعايير المتعلقة، على سبيل المثال لا الحصر، بالقدرة المالية للمستثمرين (بما في ذلك تجمع الشركات) وخبرتهم في مختلف حلقات سلسلة قيمة الهيدروجين الأخضر والطاقة، وكذا تصور مشاريعهم في المغرب وأثارها الإيجابية على المملكة، خاصة على مستوى الاندماج الصناعي الأفقي والعمودي. وقد يتطلب الأمر إجراء مقابلات من أجل تعميق النقاش حول نقاط معينة.

وستقوم الدولة بعد ذلك بإجراء مفاوضات أولية مع المستثمرين الذين تم انتقاؤهم، بشأن التخصيص الأولي للوعاء العقاري. وتجدر الإشارة إلى أن قرار تخصيص البقع الأرضية للمستثمرين من اختصاص والي الجهة المعنية أو العامل المعني.

وفي حال اتفق الطرفان على جميع الشروط، ستؤدي المفاوضات الأولية إلى إبرام عقد ابتدائي لحجز للعقار. هذا، وتبرم عقود الحجز للعقار بين المستثمر والدولة، ممثلة بالسلطة الحكومية المكلفة بالداخلية والسلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار. وفي هذا الصدد، ستعمل الإدارات المعنية على ضمان توقيع العقود الأولى لحجز العقارات بحلول الربع الثالث من عام 2024 على أبعد تقدير.

ويحدد العقد الابتدائي لحجز العقار التزامات كل طرف، وخصوصاً:

- بالنسبة للدولة، الحجز الحصري للبقعة الأرضية، بقرار من والي الجهة المعنية أو العامل المعني، حيث يتم مد المستثمر ببياناتها، وذلك لمدة قد تصل إلى ستة أشهر قابلة للتמיד إذا اتفق الطرفان على ذلك؛

7

- بالنسبة للمستثمر، برنامج دراسات يشكل "التصميم والهندسة الأولية القبلية" « Preliminary Front End Engineering and Design » (Pre-FEED) (يشمل التكاليف والجدول الزمني والمحتوى والنتائج المنشودة وغيرها)، بالإضافة إلى كفاءات حيازة الأراضي مثل مدة الحيازة والإيجار. ويتعين على المستثمر أيضا الإشارة إلى توقعاته وكذلك الآثار الإيجابية المتوقعة لمشروعه الاستثماري بالنسبة للمملكة (خاصة فيما يتعلق بالاندماج الصناعي).
- تتضمن العقود الابتدائية لحجز العقارات بنودا خاصة بمواعيد الاجتماعات التي ستعقد مع الدولة من أجل التقييم المنتظم للتقدم المحرز في تنفيذ برنامج الدراسات ونتائجه.
- وبالتالي، يجب أن يقدم العقد الابتدائي لحجز العقار رؤية واضحة للمستثمرين ليتمكنوا من إجراء جميع الدراسات الضرورية (التقنية والبيئية والمالية إلخ)، وذلك حتى الانتهاء من دراسات التصميم والهندسة الأولية القبلية Pre-FEED، مع تأمين مصالح الدولة.
- في نهاية الأجل المنصوص عليها في العقود الابتدائية لحجز العقارات الأولية، وفي حالة وفاء الطرفين بالتزامتهما، يباشر المستثمر والدولة مفاوضات نهائية من أجل إبرام اتفاقية خاصة بالدراسات المتقدمة.
- وتقوم الدولة بعد ذلك بتقييم مشاريع المستثمرين التي سبق انتقاؤها، لا سيما على أسس تقنية ومالية وبيئية، وبالنظر إلى الآثار الإيجابية الثلاثة المتوخاة من تطوير قطاع الهيدروجين الأخضر في المغرب، وهي:
- الاندماج الصناعي المحلي الأفقي (التجهيزات اللازمة لسلسلة قيمة الهيدروجين) أو العمودي (الصناعات المستهلكة للهيدروجين و/أو مشتقاته في المغرب) من أجل خلق فرص شغل حول سلسلة قيمة الهيدروجين الأخضر؛
- التنمية المحلية للأقاليم المستقبلية لمشاريع الهيدروجين الأخضر؛
- العائدات المالية لفائدة الدولة (الرسوم، مداخيل الإيجار، تقاسم الأرباح، تقاسم الأسهم إلخ).
- وتحدد الاتفاقية الخاصة بالدراسات المتقدمة التزامات كل طرف خلال مرحلة الدراسات المتقدمة، ولاسيما:
- بالنسبة للدولة:
- التخصيص الحصري للبقعة الأرضية، بقرار من والي الجهة المعني أو العامل المعني، حيث يتم مد المستثمر ببياناتها، وذلك طوال مدة إنجاز الدراسات المتقدمة، من "التصميم والهندسة الأولية" « Front End Engineering and Design » إلى "قرار الاستثمار النهائي" « Final Investment Decision » ؛

- الشروط التي يتعين على المستثمر الامتثال لها من أجل الإسناد النهائي للعقار في حالة الموافقة على "قرار استثمار نهائي"، وذلك طوال مدة تطوير المشروع وإنجازه واستغلاله.

● بالنسبة للمستثمر:

- برنامج للدراسات المتقدمة "التصميم والهندسة الأولية" (التكاليف والجدول الزمني والمحتوى والنتائج المرجوة ومناصب الشغل والاندماج الصناعي والعائدات المالية بالنسبة للدولة والإغلاق المالي، إلخ)، وذلك في مدة أقصاها 18 شهرا قابلة للتمديد إذا اتفق الطرفان على ذلك، الذي سينتج عنه "قرار الاستثمار النهائي"؛

- كفاءات شغل البقع الأرضية، بما في ذلك مدة الاستغلال أو الإيجار؛

- الآثار الإيجابية لمشروعه الاستثماري، لا سيما على مستوى خلق فرص شغل، وكذا قيمته المضافة بالنسبة للمملكة.

وتحدد الاتفاقيات الخاصة بالدراسات المتقدمة كذلك جميع المعايير والشروط التي يتعين استيفاؤها من قبل المستثمر، والتي يتم الاتفاق عليها مع الدولة من أجل إبرام اتفاقية-الإطار للاستثمار.

وتتضمن الاتفاقيات الخاصة بالدراسات المتقدمة بنودا بشأن مواعيد الاجتماعات مع الدولة من أجل التقييم المنتظم للتقدم المحرز في تنفيذ برنامج الدراسات.

وتبرم الاتفاقيات الخاصة بالدراسات المتقدمة بين المستثمر والدولة، ممثلة بالسلطة الحكومية المكلفة بالداخلية والسلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

و عند انتهاء مدة الاتفاقيات الخاصة بالدراسات المتقدمة:

● إذا كان "قرار الاستثمار النهائي" إيجابيا، واستوفى المستثمر كافة الشروط المحددة في الاتفاقية الخاصة بالدراسات المتقدمة المذكورة، سيقوم المستثمر والدولة بإبرام اتفاقية-الإطار للاستثمار وفق الضوابط المتفق عليها في الاتفاقية الخاصة بالدراسات المتقدمة.

● إذا كان "قرار الاستثمار النهائي" إيجابيا، ولم يستوف المستثمر كافة الشروط المحددة في الاتفاقية الخاصة بالدراسات المتقدمة المذكورة، سيباشر كل من المستثمر والدولة مفاوضات من أجل إبرام اتفاقية إطار للاستثمار عند الاقتضاء.

تحدد اتفاقية-إطار للاستثمار التزامات كل طرف خلال مرحلة تطوير المشروع الاستثماري في قطاع الهيدروجين الأخضر، على سبيل المثال لا الحصر:

- بالنسبة للدولة: التخصيص الحصري للبقعة الأرضية، بقرار من والي الجهة المعنية أو العامل المعني، حيث يتم مد المستثمر ببياناتها، وذلك طوال مدة تنفيذ المشروع الاستثماري واستغلاله،
- بالنسبة للمستثمر: تقديم برنامج استثماري (التكاليف والجدول الزمني ومناصب الشغل والاندماج الصناعي والعائدات المالية بالنسبة للدولة، إلخ) وكذا كيفيات شغل العقار.

تتضمن الاتفاقيات-الإطار للاستثمار بنودا خاصة بمواعيد الاجتماعات مع الدولة من أجل التقييم المنتظم للتقدم المحرز في تنفيذ المشروع.

وتبرم الاتفاقيات-الإطار للاستثمار بين المستثمر والدولة، ممثلة بالسلطة الحكومية المكلفة بالداخلية والسلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

هذا، وتخضع العلاقة بين الدولة والمستثمر للشفافية التامة، مع الالتزام بقواعد السرية.



الجزء السادس: حكمة قطاع الهيدروجين الأخضر

1.1.4- الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN) : كنقطة ارتكاز مكلفة بالتنسيق مع المستثمرين المحتملين

إن نجاح عرض المغرب رهين بوضع مسار مبسط للمستثمرين، من أجل ضمان منهجية واضحة لهم ومنحهم رؤية متكاملة وشاملة في سبيل تنفيذ مشاريعهم. وفي هذا الإطار، تم منح الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN) دور نقطة ارتكاز ومحاور أساسي للمستثمرين.

لهذا الغرض، فإن الوكالة مدعوة، بعد مصادقة هيئات حكومتها، إلى إحداث قطب متخصص يتكون من فريق متعدد الاختصاصات (الهيكل المالي والقانونية والهندسة والبناء والتطوير والتعاون، إلخ) مكلف بمواكبة حاملي المشاريع في مجال الهيدروجين الأخضر.

ولهذا الغرض، تتولى الوكالة المهام التالية:

- التواصل مع المستثمرين بخصوص عرض المغرب؛
- استقبال الشركات الراغبة في الاستثمار في الهيدروجين الأخضر وإطلاعها على المعلومات وتوجيهها؛
- ربط الاتصال بين المستثمرين والقطاعات الوزارية والمؤسسات والمقاولات العمومية المعنية؛
- ضمان التنسيق مع الولاية والعمال بشأن تخصيص القطع الأرضية؛
- اقتراح سيناريوهات قائمة على حجج بشأن تخصيص القطع الأرضية على لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر (الواردة في الجزء 2-1.4). هذا ويتم عرض توصيات هذه اللجنة على لجنة القيادة من أجل البت فيها؛
- مساعدة المستثمرين في استكمال المساطر والإجراءات الإدارية اللازمة لتنفيذ مشاريعهم، في إطار تشاركي بين الوكالة والقطاعات الوزارية والمؤسسات والمقاولات العمومية المعنية، ولاسيما المراكز الجهوية للاستثمار، طبقا للاختصاصات المنوطة بها بموجب القانون 47-18 المتعلق بإصلاح المراكز الجهوية للاستثمار وإحداث اللجان الجهوية الموحدة للاستثمار؛
- بالنسبة للبنيات التحتية الهيكلية (أنابيب نقل الغاز، والموانئ ومحطات تحليه المياه، وغيرها)، تقوم الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN) بتجميع احتياجات المستثمرين، وتقديم المساعدة للسلطات الحكومية عند ترجمة الاحتياجات إلى دراسات عملية، كما تساهم في عملية التخطيط المندمج للدراسات؛

7

- مواكبة المستثمرين، بمعية السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، من أجل ملاءمة مشاريعهم مع الطاقة الاستيعابية للشبكة الكهربائية وتطوير الشبكة عند الاقتضاء؛

- إحالة ملفات المستثمرين على لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر التي يتم إحداثها بموجب الجزء IV من هذا المنشور؛

- اقتراح انتقاء أولي معمل ملفات الاستثمار على لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر. ويتم هذا الانتقاء الأولي على أساس الملفات المتوصل بها، وكذا مختلف التوضيحات والمناقشات التمهيدية التي تجريها الوكالة مع المستثمرين؛

- تتبع المستجدات التنافسية والتكنولوجية للقطاع لدعم التنافسية التقنية للمشاريع؛

- تقديم اقتراحات بخصوص الإطار التشريعي والتنظيمي، وذلك بناء على درايتهما بمشاريع المستثمرين والأسواق والمؤسسات على الصعيد الدولي والرصد الذي تقوم به للمستجدات القانونية .

من أجل ضمان التنزيل الفعال لعرض المغرب، سيتم تعيين ممثلين لدى السلطات الحكومية للاضطلاع بدور المخاطب المباشر مع الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN).

2.IV- تنسيق وتبعية عرض المغرب من قبل لجنة القيادة المكلفة بالهيدروجين الأخضر

بصرف النظر عن أي مقتضيات خاصة واردة في هذا المنشور، يتم تتبع تنفيذ عرض المغرب من قبل الدولة من خلال لجنة القيادة المكلفة بالهيدروجين الأخضر. وتساعد هذه اللجنة في عملها لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر.

تتحمل لجنة القيادة المكلفة بالهيدروجين الأخضر مسؤولية إدارة وتتبع تنفيذ الإجراءات والتدابير الواردة في هذا المنشور.

يتألف رئيس الحكومة لجنة القيادة، وتضم في عضويتها ممثلين عن:

- السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية،
- السلطة الحكومية المكلفة بالمالية،
- السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز،
- السلطة الحكومية المكلفة بالماء،
- السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة،
- السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة،
- السلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار،



- السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية،
- الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN).

تتولى لجنة القيادة مهمة دراسة جميع المواضيع التي تدخل في إطار السياسة الحكومية الرامية إلى النهوض بقطاع الهيدروجين الأخضر في المغرب وتطويرها، ولا سيما:

- الانتقاء الأولي للمستثمرين الذين سيستفيدون من الإجراءات الواردة في عرض المغرب؛
- المصادقة على العقود الابتدائية لحجز البقع الأرضية، وعلى الاتفاقيات الخاصة بالدراسات المتقدمة قبل إبرامها؛
- ضمان التنسيق الشامل بين مختلف الأطراف المعنية بتنفيذ عرض المغرب؛
- تحديد الأولويات والتوجهات من أجل الإطلاق السريع والفعال والشفاف لعرض المغرب؛
- البت في القرارات الاستراتيجية المتعلقة بتنزيل عرض المغرب؛
- التحكيم في النقاط الخلافية المحتملة المتعلقة بتنفيذ عرض المغرب؛
- البت في مقترحات مراجعة عرض المغرب، بالنظر إلى التطور السريع لسوق الهيدروجين الأخضر وضرورة تكييف عرض المغرب مع التطورات الدولية من أجل الحفاظ على جاذبيته وتنافسيته؛
- التواصل بخصوص التقدم المحرز في مختلف الأوراش.

طبقا لأحكام الفصلين 17 و34 من القانون الإطار رقم 22-03 بمثابة قانون الاستثمار، تبت اللجنة الوطنية للاستثمارات في الطابع الاستراتيجي لمشاريع للاستثمار وتصادق على مشاريع اتفاقيات الاستثمار. وحيث أن كافة أعضاء لجنة القيادة هم أعضاء في اللجنة الوطنية للاستثمارات، باستثناء الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN)، فإنه تطبيقا للمادة 18 من المرسوم 2.23.1 الصادر بتاريخ 16 فبراير 2023 المتعلق بتفعيل نظام الدعم الأساسي للاستثمار ونظام الدعم الخاص المطبق على مشاريع الاستثمار ذات الطابع الاستراتيجي، يتم استدعاء هذه الوكالة من قبل اللجنة الوطنية للاستثمارات كلما تعلق الأمر بأحد مشاريع الهيدروجين الأخضر في إطار عرض المغرب.

تجتمع لجنة القيادة بدعوة من رئيسها، مرتين على الأقل كل عام، وكلما دعت الضرورة إلى ذلك.

تناط مهمة كتابة لجنة القيادة بالسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.

يمكن للجنة القيادة دعوة ممثلي أي قطاع وزاري أو هيئة عمومية أو خصوصية إذا اعتبرت حضورهم ضروريا لأشغال اجتماعاتها.

→

3.IV- لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر :

ترأس السلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر، وتضم في عضويتها:

- ممثل رئيس الحكومة؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالمالية؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالماء؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة؛
- ممثل السلطة الحكومية المكلفة بالميزانية؛
- الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN).

حسب جدول أعمال اجتماعات لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر، ينضم إلى اجتماعاتها ممثلي كل من:

- السلطة المحلية المعنية؛
- المركز الجهوي للاستثمار المعني؛
- أي هيئة أو مؤسسة أو شركة أو شخص يعتبر حضوره ضروريا لأشغال الاجتماع.

تناط مهمة كتابة لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر للوكالة المغربية للطاقة المستدامة (MASEN).

وتتولى لجنة الاستثمار في الهيدروجين الأخضر، المهام التالية:

- اقتراح أي توصية متعلقة بعرض المغرب على لجنة القيادة؛
- مد لجنة القيادة بمقترح انتقاء أولي للمستثمرين الذي يمكنهم الاستفادة من الإجراءات الواردة في إطار عرض المغرب؛
- تتبع التقدم المحرز في مختلف الأوراق المتعلقة بتنفيذ عرض المغرب؛
- القيام بالتنسيق الفعلي مع مختلف الإدارات والأطراف المعنية من أجل ضمان التنفيذ الناجع والسريع والشفاف لعرض المغرب؛
- ضمان تتبع مختلف الأوراق الفرعية المتعلقة بتنفيذ عرض المغرب؛
- قيادة المفاوضات مع المستثمرين؛
- اقتراح أي توصية أو إجراء كفيل بتعديل عرض المغرب.

يمكن لهذه اللجنة القيام بأي مهمة تكلفها بها لجنة القيادة. وتجتمع بدعوة من رئيسها، مرتين على الأقل كل ثلاثة أشهر وكلما دعت الضرورة لذلك.

يمكن للجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر إحداث لجان فرعية تابعة لها مكلفة بالنظر في بعض القضايا المتصلة بعرض المغرب.

عندما يتعلق الأمر بإعداد اتفاقية-إطار للاستثمار والتوقيع عليها من طرف الدولة والمستثمر، فإن نظام الحكامة المنصوص عليه في ميثاق الاستثمار (القانون الإطار رقم 22.03) يحل محل نظام الحكامة المتعلق بعرض المغرب.

تعتبر التوصيات الصادرة عن لجنة الاستثمار المكلفة بالهيدروجين الأخضر ملزمة بالنسبة للأعضاء الحاضرين في اللجان التقنية المنصوص عليها في ميثاق الاستثمار.

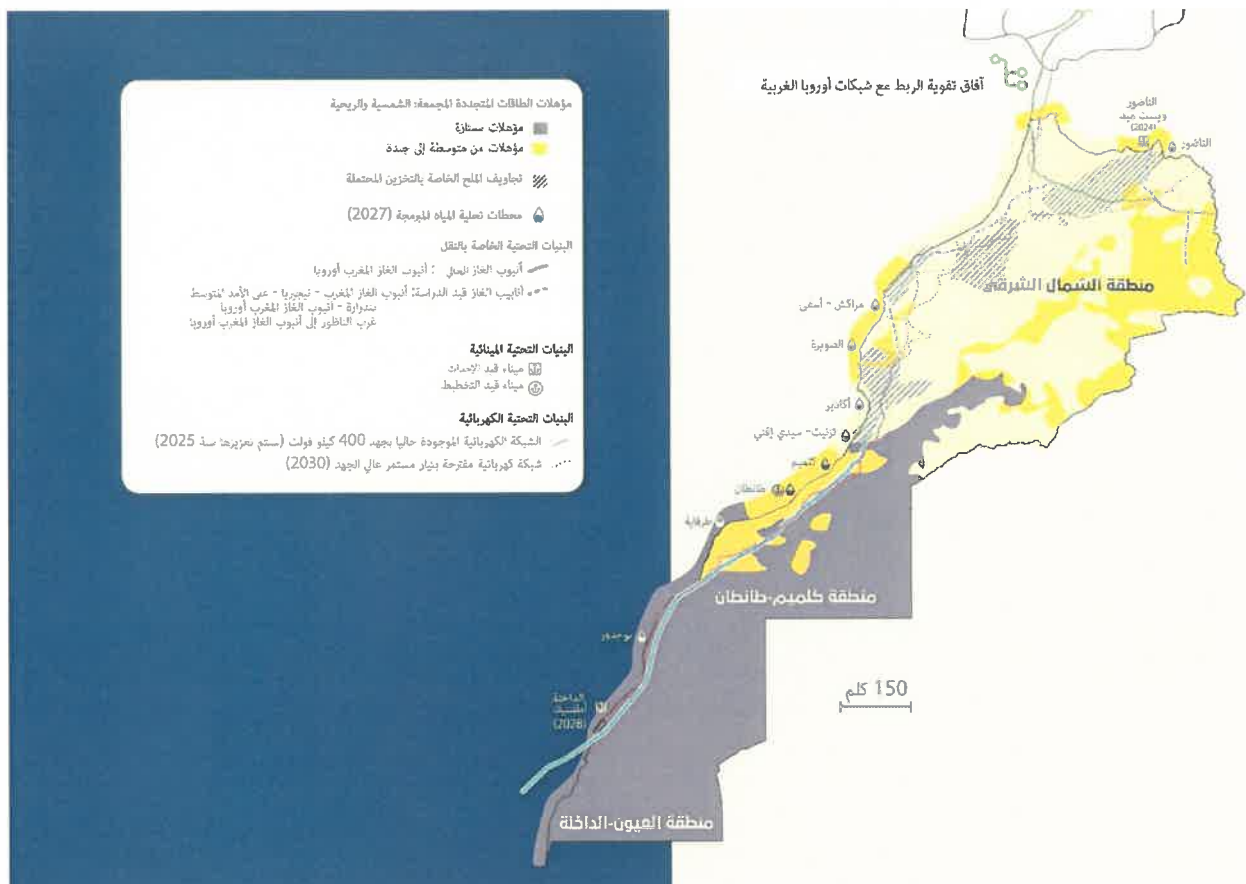
وعلى ضوء ما سبق، فإنني أهيب بكم إلى تعميم هذا المنشور على كافة مصالحكم المركزية واللامركزية، ودعوتها إلى اتخاذ كافة التدابير اللازمة لضمان التطبيق الأمثل لمضامينه، مع الحرص على تنسيق تدخلات الهيئات المعنية.

كما أدعو السيد وزير الداخلية إلى نشر هذا المنشور على السادة الولاة والعمال المعنيين. وأدعوكم أيضا إلى نشر مضامين هذا المنشور على نطاق واسع من أجل استهداف المقاولات والمستثمرين الوطنيين والأجانب.

يدخل هذا المنشور حيز التنفيذ بتاريخ 1 1 مارس 2024

رئيس الحكومة
أحمد أمزازي
عزيز أخنوش

الملحق 1: خريطة مؤهلات المغرب في مجال الطاقات المتجددة (الشمسية والريحية مجتمعة) والبنيات التحتية المبرجمة (قائمة غير حصرية)



10





**Ladies and Gentlemen Ministers, Ministers Delegate,
Managers of Public Establishment and State-Owned Enterprises**

Subject: Implementation of the Morocco Offer for the development of the green hydrogen sector(s)

The enlightened Vision of His Majesty the King, may God assist Him, has enabled Morocco to occupy a prominent position, on a continental and global scale, **in terms of the development of renewable energies and having the ambition** to move forward in this field.

Faced with today's environmental, economic, and political challenges, exacerbated by recurring episodes of crises, the New Development Model advocates a shift **in the energy paradigm** at the national level.

With its pioneering positioning in renewable energy, its natural resources, its strategic geographical position, its world-class infrastructure and its qualified human capital, the Kingdom is called upon to play a **key role in the global energy transition** and in the resulting reconfiguration of flows.

In this transition, **green hydrogen** is expected to be a crucial energy carrier **and one of the main enablers** of the **energy transition** and **sustainable growth**.

Faced with the economic, social, environmental, and technological challenges it implies, this emerging sector could be a **turning point for the Moroccan economy**.

The **keen interest** already expressed by nearly a hundred of national and international investors, to produce green hydrogen in Morocco, confirms this potential for the Kingdom.

Thus, in accordance with the High Instructions of His Majesty the King, may God assist Him, during the working meeting of November 22nd, 2022, the Government developed an operational and incentive "**Morocco Offer**". This Offer covers the entire value chain of the green hydrogen sector and is adapted to the needs of investors, in order to position the Kingdom as a **competitive player** on this high-potential emerging sector and to maximize the **positive spin-offs** for Morocco.

The Morocco Offer consists of the implementation of a **holistic, transparent, and pragmatic approach** giving all the necessary visibility to investors. It consists of six parts:

- The scope of application of the Morocco Offer;
- The land mobilized for the implementation of the Morocco Offer;
- The necessary infrastructure for the development of the green hydrogen sector;
- The incentive measures of the Morocco Offer;
- The process of selecting the investors and contracting with the State;
- Governance of the green hydrogen sector.

7

Part I: The scope of application of the Morocco Offer

The Morocco Offer is aimed at investors or consortiums wishing to produce green hydrogen and its derivatives, in the Kingdom, on an industrial scale, and to address the domestic market, export or both at the same time.

It applies to integrated projects upstream from the generation of electricity from renewable energies and electrolysis to the downstream transformation of green hydrogen into ammonia, methanol, synthetic fuel etc. as well as the associated logistics.

Investors positioning themselves only in one or some parts in the upstream of the value chain of the green hydrogen sector and possibly in the downstream of this chain, or only in the downstream of this chain, are eligible for the national programs set up by the State to develop the economy and attract investment to Morocco. This applies in particular for the new investment charter, subject to compliance with the legal and regulatory conditions put in place for this purpose. These investors will be able to address directly the Regional Investment Centers of the Region concerned by their project or the Moroccan Agency for the Development of Investments and Exports if they have not identified the Region in which they intend to invest.



Part II: The land mobilized for the implementation of the Morocco Offer

Land is a key component for the development of the green hydrogen sector.

In this regard, the State has identified a significant public land of approximately 1 million hectares, dedicated, accessible and with high potential in terms of green hydrogen production. It is being specified that the land is already covered by the decrees in force of the government authority in charge of Energy and defining the areas on which will be established sites for the development of projects of electric energy production from solar and wind energy sources.

A first phase (Phase I) will involve the provision of 300,000 hectares to be divided into plots of 10,000 to 30,000 hectares.

Since green hydrogen is still an emerging sector, the State has indeed decided to adopt a phased approach to maintain the flexibility required to be able to adapt to changes in the sector; particularly, technological, legislative, regulatory changes and market developments.

However, for selected investors who have expressed an interest in a larger area, justified by the size of their project, a minimum land base of approximately 30,000 hectares will be made available to them in a first phase. In addition, these investors will get visibility on the total land base that may be allocated to them later on, with a gradual release and subject to conditions, in accordance with the terms of the Morocco Offer.

The process for **allocating** this land is described in Part V: Process of Selection of the Investors.

The government authority in charge of the Interior as well as the one in charge of Economy and Finance oversee the mobilization of the land for the Morocco Offer.

Part III: The necessary infrastructure for the development of the green hydrogen sector

The green hydrogen integrated projects by nature and scale require an additional infrastructure. Therefore, the Morocco Offer is also structured around a competitive infrastructure to be planned, mutualized, developed, and maintained in compliance with the best international standards and in accordance with the needs and the development of the green hydrogen industry, and that, within the framework of public-private partnerships with the national and foreign investors (cf. Appendix 1).

Thus, the government authority in charge of Equipment and the National Ports Agency, in coordination with the government authority in charge of the Budget, are responsible for carrying out studies relating to the port infrastructure necessary to meet the needs of the green hydrogen sector, with cost assessment and financing schemes.

In addition to that, the government authority in charge of Energy and the National Office of Hydrocarbons and Mines, in coordination with the government authority in charge of the Budget, are responsible for carrying out studies relating to a national network of hydrogen pipelines and transformed gas pipelines intended to be connected to the European green hydrogen network, with cost assessment and financing schemes.

Similarly, the government authority in charge of Water, as well as the National Office of Electricity and Water (ONEE), in coordination with the government authority in charge of the Budget, are responsible for mapping the patterns of complementarity between the desalinated water needs of green hydrogen projects within the framework of the Morocco Offer and existing and future desalination plants, with cost assessment and financing schemes.

Moreover, the government authorities in charge of Equipment, Water and Energy as well as the National Office of Hydrocarbons and Mines, in coordination with the government authority in charge of the Budget, are responsible for carrying out studies relating to the identified salt caverns for the storage of green hydrogen, with cost assessment and financing schemes.

Furthermore, ONEE is responsible for accelerating the implementation of its equipment plan and opening the opportunity for the private sector to invest in the national electricity grid, to further strengthen the transmission links of electrical energy produced from renewable energy sources between the Southern Provinces of the Kingdom and the rest of the country.

Finally, the government authority in charge of Industry and Trade is responsible for assessing the potential for local industrial integration in Morocco around the green hydrogen sector (identification of segments that can be integrated in Morocco, prospects, assessment of Human Resources and energy needs, etc.) and, consequently, for the identification of the necessary industrial zones (sizing, location, necessary services, business model, employment pools, etc.).

In order to improve the competitiveness of the sector, the State encourage the massification and the mutualization of the infrastructures (hydrogen pipelines, ports, desalination plants, etc.). The Moroccan Agency for Sustainable Energy (MASEN), which role as focal point is detailed in part VI - I) consolidate the needs of the investors, assist the government authorities in translating the needs into studies to be carried out (coherent sizing of the infrastructures, planning and availability deadlines, institutional set-up, and legal and financial structuring, etc.) and contribute to the integrated planning of studies.



Part IV: The incentive measures of the Morocco Offer

IV-1 Investment incentives

The Kingdom of Morocco has already adopted a clear incentive framework for investment through the new investment charter, and more specifically through its investment support schemes.

This new investment charter is a considerable asset for the successful implementation of the Morocco Offer.

Therefore, the green hydrogen integrated projects that fall within the scope of the Morocco Offer could qualify for the provided incentives of the new investment charter as defined by the conditions of the legislation and regulation in force.

In addition, investment projects carried out with a view to local industrial integration of the green hydrogen sector in Morocco, whether it is a horizontal integration (equipment required for the hydrogen value chain) or a vertical integration (industries consuming hydrogen and/or its derivatives in Morocco), will also be eligible, in accordance with the conditions defined by current legislation and regulations, for the incentives set out by the new investment charter.

IV-2 Tax and customs incentives

Under the terms of the Morocco Offer and in accordance with the conditions defined by the legislation in force, investors can also benefit from tax and customs incentives, particularly in terms of:

- Import duty exemption;
- Value-added tax exemption on goods purchased domestically and imported goods.

Moreover, one or many industrial acceleration zones could be developed for the industrial ecosystem around green hydrogen. Thus, investment projects carried out with a view to the local industrial integration of the green hydrogen sector in Morocco, whether it is a horizontal integration (equipment required for the hydrogen value chain) or a vertical integration (industries consuming hydrogen and/or its derivatives in Morocco), could also benefit from tax and custom's advantages relating to the status.



Part V: The process of selecting the investors and contracting with the State (cf. diagram in Appendix 2)

The investors or consortiums wishing to develop green hydrogen integrated projects on the territory of the Kingdom, as part of the Morocco Offer, are invited to communicate their offer to MASEN in its capacity as focal point of the Morocco Offer (cf. Part VI on the governance of the green hydrogen sector) by integrating data relating to the assessment criteria defined below.

For investors who are already committed on projects previously submitted to the competent government authorities or having obtained for some projects authorizations to carry out in situ studies, MASEN will contact them, in consultation with the government authority in charge of Investment, in order to integrate and support them in the process described in this circular.

It is concurred that under no circumstances will MASEN be able to be a parallel developer of its own green hydrogen projects on an industrial scale.

The **assessment** of the offers will be based on a set of criteria relating, particularly and not limited to, the financial strength of the investors (including consortiums), their experience throughout the different segment of the value chain of the green hydrogen and energy sector, as well as to the vision of their projects in Morocco and the positive externalities for the Kingdom, notably in terms of vertical and horizontal industrial integration. **Interviews** may be requested in order to discuss certain points in greater depth.

The State will then begin **initial negotiations** with the selected investors regarding, namely, the preliminary allocation of land. It should be noted that the decision to allocate the plots to investors will be the responsibility of the wali of the region concerned or the governor concerned.

If both parties agree on all terms, the **initial negotiations** will result in the conclusion of a **preliminary contract of land reservation**.

The preliminary contracts of land reservation are to be concluded between the investor and the State represented by the government authority in charge of the Interior, the government authority in charge of Finance, the government authority in charge of Energy and the government authority in charge of Investment.

The State will do its utmost to ensure that the first **preliminary contracts of land reservation** are signed by the third quarter of 2024 at the latest.

The **preliminary contract of land reservation** will stipulate the commitments of each party, including but not limited to:

- For the State, the exclusive reservation of a land, by decision of the wali of the region concerned or the governor concerned, which coordinates will be determined for the investor, for a period of up to six months, extendable by mutual agreement;
- For the investor, a study program (costs, timeline, content, expected results, etc.) that qualifies as « **Preliminary Front-End Engineering and Design** » (**Pre-FEED**), as well as land tenure terms such as length of tenure or rent. Investors should also indicate their expectations, as well as the expected positive spin-offs and externalities of their investment project for the Kingdom (particularly in terms of industrial integration).

Clauses for meetings with the State will be stipulated in the preliminary contracts of land reservation in order to assess on a regular basis the progress of the study program and its results.

In that respect, the **preliminary contract of land reservation** must provide visibility to the investors to enable them carry out all the necessary studies (technical, environmental, financial, etc.) until the **Pre-FEED** is finalized while securing the interests of the State.

At the end of the **preliminary contracts of land reservation**, and if the parties have fulfilled their commitments, the investor and the State will enter **final negotiations** to conclude an **advanced study agreement**.

The State will then evaluate the projects of shortlisted investors, particularly and not limited to, on a technical, financial, and environmental basis, and according to the three externalities it is pursuing through the development of the green hydrogen sector in Morocco, namely:

- The horizontal local industrial integration (equipment required for the hydrogen value chain) or vertical (industries consuming hydrogen and/or its derivatives in Morocco) in order to create employment along the value chain of green hydrogen;
- The local development of regions hosting green hydrogen projects;
- The financial returns for the State (royalties, rent, profit sharing, capital sharing, etc.).

This **advanced study agreement** will specify the commitments of each party for the advanced study phase, including but not limited to:

- For the State:
 - The exclusive allocation of land, by decision of the wali of the concerned region or the governor concerned, the coordinates of which will be specified for the investor for the entire duration of the in-depth studies « **Front End Engineering and Design** » until the « **Final Investment Decision** » (FID);
 - The conditions to be met by the investor in order to receive the final allocation of land in the event of a positive « **Final Investment Decision** », for the entire duration of the development, construction, and operation of the project.
- For the investor:
 - An advanced study program « **Front End Engineering and Design** » (costs, timeline, content, expected results, employment, industrial integration, financial returns for the State, financial closing, etc.), for a maximum of 18 months, extendable by agreement of both parties, leading to a « **Final Investment Decision** »;
 - Land occupancy terms, such as length of occupancy or rent;
 - The positive externalities induced by the investment project, creating employment, and added value for the Kingdom.

These **advanced study agreements** will also set out all the **terms and conditions to be met by the investor, and agreed between the investor and the State before a framework investment agreement can be concluded**.

Clauses for meetings with the State will be stipulated in the aforementioned **advanced study agreements** in order to assess on a regular basis the progress of the advanced study program.

The advanced study agreements are to be concluded between the investor and the State represented by the government authority in charge of the Interior, the government authority in charge of Finance, the government authority in charge of Energy and the government authority in charge of Investment.

At the end of these **advanced study agreements**:

- If the FID is positive and the investor complies with all the conditions set out in the aforementioned **advanced study agreements**, the investor and the State will automatically enter into an investment framework agreement on the terms agreed in the **advanced study agreement**.



- If the FID is positive but the investor does not comply with all the conditions set out in the aforementioned **advanced study agreement**, the investor and the State will enter negotiations with a view to possibly concluding an investment framework agreement.

This **investment framework agreement** will stipulate the commitments of each party for the phase of development of the investment project in the green hydrogen sector, including but not limited to:

- For the State, the exclusive allocation of land the coordinates of which will be determined for the investor for the entire duration of the implementation and operation of the investment project;
- For the investor, an investment program (costs, timeline, employment, industrial integration, financial returns for the State, etc.) as well as terms and conditions of land provision.

Clauses for meetings with the State will be stipulated in the aforementioned **investment framework agreements** in order to assess on a regular basis the progress of the investment program.

The investment framework agreements are to be concluded between the investor and the State represented by the government authority in charge of the Interior, the government authority in charge of Finance, the government authority in charge of Energy and the government authority in charge of Investment.

It should be noted that the relationship between the State and the investor will take place within a transparent framework with strict observance of confidentiality rules.



Part VI: Governance of the sector of green hydrogen

VI-1 MASEN: focal point for the potential investors

The success of the Morocco Offer is intrinsically linked to the establishment of a simplified process for investors in order to provide them with a clear approach as well as visibility for the implementation of their projects.

For this reason, MASEN is assigned the role of focal point and preliminary and privileged contact for investors.

In this regard, MASEN is invited to set up, in coordination with its governing bodies, a specialized unit comprising a multidisciplinary cross-functional team (financial structuring, legal, engineering, construction, development, cooperation, etc.) dedicated to supporting green hydrogen project developers.

MASEN will therefore be responsible for the following tasks in particular:

- Communicate the Morocco Offer to the investors;
- Receive, inform, and orient companies wishing to invest in green hydrogen;
- Put investors in contact with the relevant ministerial departments, public establishments, and State-owned enterprises;
- Coordinate with the concerned walis or governors for the allocation of land plots;
- Propose duly argued scenarios for the allocation of the plots to the Green Hydrogen Investment Committee (defined in part VI - 2). The Investment Committee's recommendations will then be submitted to the Steering Committee for approval.
- Assist investors in the completion of the procedures and administrative proceedings required for the realization of their projects, in consultation with the relevant ministerial departments, public establishments and State-owned enterprises, namely the regional investment centers by virtue of the powers entrusted to them under the provisions of Law No. 47-18 *on the reform of regional investment centers and the creation of unified regional investment commissions*.
- For structuring infrastructures (hydrogen pipelines, ports, desalination plants, etc.), MASEN will consolidate the needs of the investors, assist government authorities in translating needs into studies to be carried out, and contribute to integrated study planning.
- Work with investors and the government authority in charge of Energy as well as ONEE, to ensure that their projects are in line with the grid's capacity and, where necessary, the grid's development;
- Forward investor's files to the Green Hydrogen Investment Committee established by part VI of the present circular;
- Propose to the Green Hydrogen Investment Committee a preselection of investment projects based on sound arguments. This preselection should be made based on the application submitted and the various initial clarification/discussions held by MASEN with the investors;
- Carry out competitive and technological monitoring to support the technical competitiveness of projects;
- Be proactive on regulatory issues, thanks to its close contact with investors, international markets and institutions and the regulatory monitoring to be carried out.

In order to enable an efficient deployment of the Morocco Offer, decision-making representatives of the government authorities in direct interface with the MASEN will be appointed.

VI-2 Coordination and follow-up of the Morocco Offer by the Steering Committee in charge of green hydrogen

Notwithstanding any specific provision of this circular, the State's monitoring of the implementation of the Morocco Offer is ensured by a Steering Committee in charge of green hydrogen. This committee is assisted by a Green Hydrogen Investment Committee.

The Green Hydrogen Steering Committee is responsible for steering and monitoring the implementation of the measures set out in this circular.

The Steering Committee is chaired by the Head of Government and includes the following members:

- The Government Authority in charge of the Interior;
- The Government Authority in charge of Finance;
- The Government Authority in charge of Equipment;
- The Government Authority in charge of Water;
- The Government Authority in charge of Industry;
- The Government Authority in charge of Energy;
- The Government Authority in charge of Investment;
- The Government Authority in charge of the Budget;
- The representative of MASEN.

The Steering Committee's missions are to

- Preselect the investors who will benefit from the scheme implemented as part of the Morocco Offer;
- Approve the preliminary contracts of land reservation and the advanced study agreements prior to their conclusion;
- Ensure overall coordination between the various stakeholders in the implementation of the Morocco Offer;
- Set priorities and transmit its directives for a rapid, efficient, and transparent launch of the Morocco Offer;
- Take strategic decisions relating to the deployment of the Morocco Offer;
- Arbitrate any bottlenecks regarding the implementation of the Morocco Offer;
- Decide on the proposals for the revision of the Morocco Offer, considering the rapid evolution of the green hydrogen market and the need to adapt this Morocco Offer to international advances and developments so that it remains attractive and competitive;
- Communicate about the progress of the various projects;
- In general, the Steering Committee will examine all the provisions within the framework of the government policy aimed at promoting and developing the green hydrogen sector in Morocco.

In accordance with Articles 17 and 34 of Framework Law No. 03-22 *forming the Investment Charter*, the National Investment Commission grants strategic status and approves **framework investment agreements**. All the members of the steering committee are members of the National Investments Commission except for MASEN. In accordance with the terms and conditions set out in Decree No. 2-23-1 referred to above, the National Investment Commission will join the company MASEN every time it undertakes a green hydrogen project as part of the Morocco Offer.

The Steering Committee must be convened by its chairperson at least twice a year, and whenever an exceptional event justifies its consultation.

The secretariat of the Steering Committee is entrusted to the government authority in charge of Energy.

The Steering Committee may call on representatives from any ministerial department and public or private bodies whose assistance is deemed necessary for its work.

VI-3 Green Hydrogen Investment Committee

The Green Hydrogen Investment Committee, chaired by the government authority in charge of Investment, is composed of the following members:

- A representative of the Head of Government;
- A representative of the Government Authority in charge of the Interior;
- A representative of the Government Authority in charge of Finance;
- A representative of the Government Authority in charge of Equipment;
- A representative of the Government Authority in charge of Water;
- A representative of the Government Authority in charge of Industry;
- A representative of the Government Authority in charge of Energy;
- A representative of the Government Authority in charge of the Budget;
- A representative of MASEN.

The Green Hydrogen Investment Committee shall, according to the items on the agenda of its meetings, be joined by representatives:

- Of the local authority concerned;
- Of the Regional Investment Center concerned;
- Any organization, institution, company, or any person whose assistance is deemed necessary for its work.

The Secretariat of the Green Hydrogen Investment Committee is provided by MASEN.

The Green Hydrogen Investment Committee's missions are to:

- Make any recommendations in relation to the Morocco Offer to the attention of the Steering Committee;
 - Propose to the Steering Committee a preselection of investors who could benefit from the mechanism implemented within the framework of the Morocco Offer;
 - Monitor the progress of the various projects relating to the deployment of the Morocco Offer;
 - Ensure operational coordination with the various administrations and stakeholders for the purpose of deploying in an efficient, rapid, and transparent way the Morocco Offer;
 - Ensure the follow-up of the various sub-projects relating to the deployment of the Morocco Offer;
 - Lead discussions with investors;
 - Propose any recommendations and measures likely to allow a readjustment of the Morocco Offer.
- 

This Committee may carry out any mission entrusted to it by the Steering Committee. It shall meet when convened by its Chairperson, at least once a quarter and whenever necessary.

The Green Hydrogen Investment Committee may create sub-committees within it in charge of delving into certain themes related to the Morocco Offer.

When it comes to preparing and signing the investment framework agreement between the State and the Investor, it is the governance relating to the investment charter (Framework Law No. 03-22) that will take over from the governance relating to the Morocco Offer.

It is concurred that the recommendations of the Green Hydrogen Investment Committee are also binding on the members present in the technical committees provided for in the framework of the Investment Charter.

In view of the above, I request you to ensure that this circular is disseminated to your central, decentralized services and to call on them to take all necessary measures to ensure the optimal application of its contents, while ensuring the coordination of the actions of the agencies concerned.

Furthermore, I invite the Minister of the Interior to disseminate this circular to the walis or governors concerned.

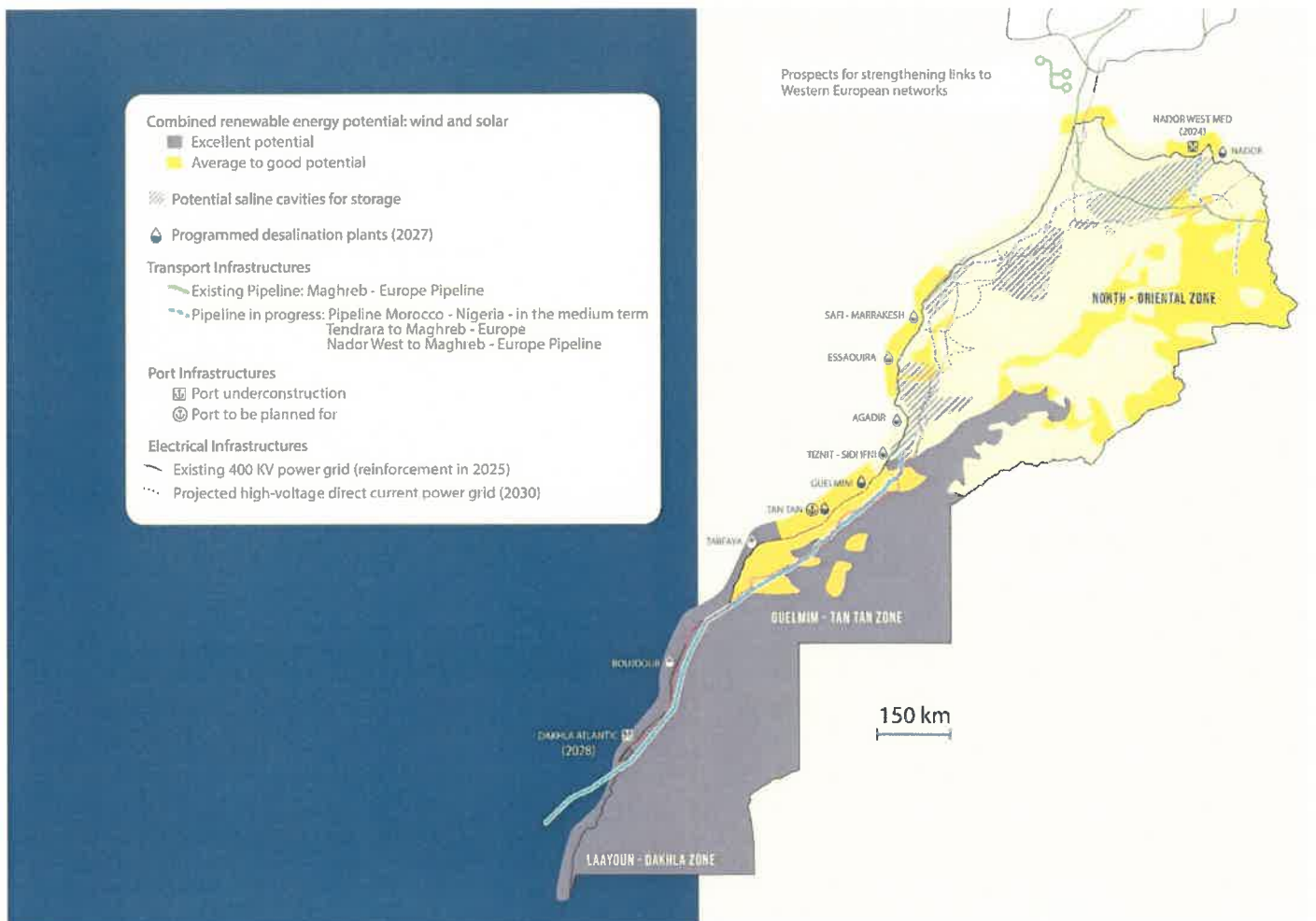
I also invite you to disseminate the contents of this circular more widely in order to reach domestic and foreign companies and investors.

This circular comes into effect as of ...1...1 Mars 2024



Aziz Akhannouch

Appendix 1: Map of renewable energy potential (combined solar and wind) and planned infrastructure (non-exhaustive)



Appendix 2: Diagram of the Process of Selecting the Investors and Contracting with the State

